



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

République Française Département de la Haute-Garonne Arrondissement de MURET

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi quinze septembre, le Conseil Municipal de la commune de NOË dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur le Maire, Max CAZARRÉ.

Nombre de membres en exercice	Présents	Absents ayant donné pouvoir	Absents	Date de la convocation
22	14	4	4	09/09/2022

DELIBERATION N° 60-2022

OBJET : REGIME INDEMNITAIRE APPLICABLE A LA FILIERE POLICE MUNICIPALE ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION N°66-2021

Présents :

Mesdames Estelle GENDRE, Nadia LEMAISTRE, Brigitte RADENAC-CHATEIGNON Sandrine RIAN, Nathalie ROSSIGNOL,
Messieurs Stéphane BAROUSSE, Ludovic BIZERAY, Max CAZARRÉ, Michel DUMAS, Bernard DURIEZ, Philippe FERRAT, Cyril LALANNE, René LORMIÈRES, Alain MAREK,

Procurations :

Mme Sophie MARCILLY à Mme Nathalie ROSSIGNOL
Mme Bérengère BOMBAL à Mme Nadia LEMAISTRE
M. Michel POUYSEGUR à Mme Sandrine RIAN
Mme Karine VILHES à M. Max CAZARRE

Absents excusés :

Mesdames Nathalie DUJOUR, Nadia TOUROUGUI, Marie-José VALETTE,
M. Laurent TOULON,

Secrétaire de Séance : M. Alain MAREK

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les agents territoriaux peuvent bénéficier d'un régime indemnitaire calculé sur la base des grades détenus, des postes occupés et des missions confiées aux agents.

Dans le cadre de la refonte des régimes indemnitaires de la Fonction Publique d'Etat, la plupart des régimes indemnitaires ont disparus pour être remplacés par le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP). Au nom du principe de parité découlant de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale ont été concernés dès lors que le corps d'Etat équivalent a été rendu éligible au nouveau dispositif. Le décret n°2020-182 du 27 février 2020 permet au corps et cadres d'emplois non encore concernés par le RIFSEEP de pouvoir bénéficier d'un régime

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès du tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la transmission au représentant de l'Etat et de sa publication ou de sa notification

indemnitaires propres. Pour rappel, une délibération instituant le RIFSEEP a été prise en Conseil Municipal du 26 novembre 2018, modifiée par délibération du 4 juin 2019.

Monsieur le Maire rappelle qu'un policier municipal a été recruté au 1^{er} août 2021.

En raison de la spécificité des fonctions exercées et de l'absence de corps assurant des missions équivalentes dans la Fonction publique de l'Etat, le régime indemnitaire des agents relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale a fait l'objet d'une construction juridique autonome résultant de l'article 68 de la loi du 16 décembre 1996 et par dérogation à l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée. Ce régime indemnitaire spécifique, consistant en une indemnité spéciale de fonctions, a été précisé par le décret 97-702 du 31 mai 1997 modifié pour les cadres d'emplois des agents de police municipale et des gardes champêtres, le décret 2000-45 du 20 janvier 2000 modifié pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale et le décret 2006-1397 du 17 novembre 2006 pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale.

Les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de police municipale de catégories B et C (chefs de service de police municipale, agents de police municipale et gardes champêtres) peuvent cumuler l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions avec l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) et les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

L'indemnité spéciale de fonctions, versée mensuellement, est calculée en appliquant un taux individuel au montant mensuel du traitement indiciaire soumis à retenue pour pension perçu par le fonctionnaire concerné. Le taux maximum de cette indemnité est de 20% pour les agents de police municipale et 22% (jusqu'à l'indice brut 380) pour les chefs de service de police municipale.

L'indemnité d'administration et de technicité, versée mensuellement, est calculée sur la base du montant de référence annuel indexé sur la valeur du point d'indice de la Fonction Publique.

Cadre d'emplois-grades	IAT Montant de référence annuel au 1 ^{er} février 2017
Chef de service police municipale jusqu'à l'indice brut 380	595,77 €
Brigadier-chef principal	495,93 €
Brigadier	475,31 €

Pour fixer et pour déterminer le montant de l'attribution individuelle, conformément au décret n° 91-875, Monsieur le Maire fixera et pourra librement moduler les attributions individuelles dans la limite fixée dans le tableau ci-dessus, en appliquant un coefficient compris entre 0 et 8 en fonction des critères suivants:

- ✓ La manière de servir, appréciée notamment à travers l'entretien professionnel,
- ✓ La disponibilité, l'assiduité,
- ✓ L'expérience professionnelle,
- ✓ Les fonctions et le niveau hiérarchique appréciés notamment par rapport aux responsabilités exercées, au niveau d'encadrement défini dans le tableau des emplois de la collectivité,
- ✓ L'assujettissement à des sujétions particulières.

La révision (à la hausse ou à la baisse) des taux pourra être effective dans le cas de modification substantielle des missions de l'agent, ainsi que de la manière de servir.

• Modalités de maintien ou de suppression en cas d'absences

Le versement des primes et indemnités sera maintenu dans les mêmes proportions que le traitement.

Le versement des primes sera suspendu pendant les périodes de congé de longue maladie, de congé de grave maladie, de congé de longue durée, de congé de formation professionnelle, en cas de suspension dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

L'attribution de ces indemnités ne revêt pas un caractère obligatoire.

Le montant des primes et indemnités est calculé au prorata de la durée effective du service.

Le montant individuel attribué au titre de l'IAT et de l'ISF est défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, en fonction des critères fixés par la présente délibération.

L'ensemble de ces décisions entreront en vigueur au 1^{er} octobre 2022.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **ADOpte** le régime indemnitaire pour la filière police municipale comme défini ci-dessus,
- **PRECISE** que cette délibération annule et remplace la délibération n°66-2021 du 19 juillet 2021
- **PRECISE** que les crédits correspondants à l'enveloppe globale résultant de l'attribution de ces primes ont été prévus et inscrits au chapitre 012 du budget primitif 2021 de la commune,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à fixer par arrêté individuel, le montant du régime indemnitaire versé aux agents concernés dans le respect des dispositions approuvées,
- **PRECISE** que les dispositions de cette délibération prendront effet à compter du 1^{er} octobre 2022.

Exprimés : 18	Pour : 18	Contre : 0	Abstention : 0
---------------	-----------	------------	----------------

Fait et délibéré en mairie les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,

Fait à NOÉ, le 21 septembre 2022

Max CAZARRÉ, Maire



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès du tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la transmission au représentant de l'Etat et de sa publication ou de sa notification